

L'Arabie saoudite à l'épreuve

Les redoutables défis de sécurité nationaux et régionaux interconnectés auxquels l'Arabie saoudite est confronté risquent de rendre le plus grand exportateur mondial de pétrole plus instable et fréquemment en désaccord avec ses partenaires occidentaux.

Par Lisa Watanabe

L'Arabie saoudite est le plus grand producteur et exportateur mondial du pétrole, détenant un cinquième des réserves de pétrole prouvées au monde, et garant des approvisionnements mondiaux en pétrole. Il possède un produit intérieur brut représentant environ 20 pour cent de celui de tous les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) combinés, et est membre du G20. A ce titre, l'Arabie saoudite joue un rôle clé dans l'assurance des approvisionnements énergétiques mondiaux et est un partenaire majeur pour les pays occidentaux. En effet, le rôle de l'Arabie saoudite en tant que producteur d'appoint est avant tout dans les esprits européens comme la sagesse de la dépendance de l'énergie russe en plein milieu de la crise ukrainienne est réexaminée.

Pourtant l'Arabie saoudite a récemment été en désaccord avec ses partenaires occidentaux. Dans un article publié dans l'*International New York Times*, fin 2013, l'Ambassadeur saoudien en Grande-Bretagne a déclaré que la relation de l'Arabie saoudite avec ses partenaires occidentaux, en particulier avec les États-Unis, avait été mise à l'épreuve en raison de divergences sur la gestion du programme nucléaire iranien et la guerre civile en Syrie, ce qui a emmené Riyad à conclure qu'elle n'a guère de choix que de jouer un rôle plus affirmé au niveau international. Cette manifestation publique inhabituelle de mécontentement vient suite à son refus d'un siège provisoire au Conseil de sécurité des Nations unies plusieurs mois plus tôt – quelque chose sans précédent dans l'histoire de l'ONU.

Bien que de telles démarches puissent sembler déconcertantes venant de la part d'un



Le président américain Barack Obama rencontre le roi saoudien Abdallah dans le camp du désert Rawdat al-Khram près de Riyad, en 28 Mars 2014. Kevin Lamarque / Reuters

pays qui a toujours opté pour une diplomatie plus discrète, elles sont révélatrices de ce qui est en jeu dans la crise syrienne et la question nucléaire iranienne pour l'Arabie saoudite en termes de maintien de la stabilité intérieure. Ces deux dernières sont essentielles aux efforts déployés par l'Arabie saoudite pour prévenir tout changement dans l'équilibre Sunnite/Shiite et pour contenir potentiellement des puissances régionales rivales – deux facteurs qui ont longtemps déterminé la politique étrangère et de sécurité en Arabie saoudite. Traditionnellement, l'Arabie saoudite a cherché à atteindre ses objectifs en employant une combinaison d'outils idéologiques, l'argent et l'équilibrage par des alliances avec des États comme l'Égypte et les États-Unis. Cependant, le changement du contexte régional suite aux soulèvements arabes et le leadership des États-Unis dans la région

MENA perçu comme peu fiable, combinés avec la baisse des revenus d'hydrocarbures, ont produit un ensemble interdépendant de défis qui pourraient affecter la stabilité de l'Arabie saoudite et en faire un partenaire plus imprévisible.

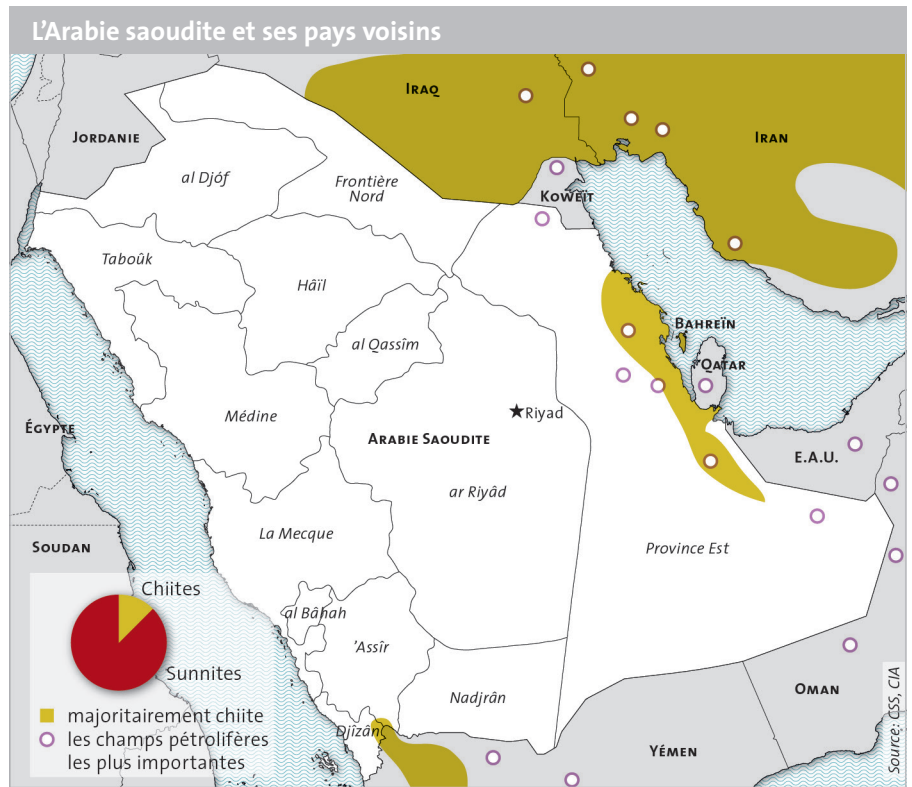
Principes de la politique étrangère

La politique étrangère et de sécurité saoudienne est intimement connectée au maintien des affaires intérieures sur lequel reposent la légitimité du régime ainsi que sa stabilité intérieure. Les Al-Saoud ont bien justifié leur autorité par l'Islam. L'establishment religieux wahhabite procure une légitimité au régime et se désiste de son implication dans la politique officielle. En contrepartie, les Al-Saoud s'abstiennent de contester ses principes fondamentaux, y compris l'anti-chiisme. L'interprétation officielle de l'islam, le wahhabisme margina-

lise ainsi la communauté chiite qui représente 10–15 pour cent de la population et qui occupe largement la région orientale riche en pétrole. Des confrontations entre le régime et la communauté chiite ont déjà eu lieu. Toutefois, les mesures prises dans les années 1990 qui visaient à améliorer les conditions socio-économiques ainsi que les libertés religieuses des chiites avaient contré de nouveaux troubles sérieux. Cependant, les soulèvements arabes ont favorisé une augmentation de l'activisme et des affrontements avec les forces de sécurité.

En plus de freiner l'activisme chiite, les dirigeants saoudiens ont également dû faire face aux défis à la stabilité intérieure posés par les islamistes sunnites. Dans le contexte du stationnement à grande échelle des forces militaires américaines sur le territoire saoudien pendant la guerre en Irak en 1990-1, le mouvement la Sahwa («Eveil»), un amalgame de la pensée wahhabite et celle des Frères musulmans, s'est interrogé sur le monopole du régime concernant le panislamisme, mais il a été considérablement affaibli suite à une répression du gouvernement. Plus récemment, l'Arabie saoudite a également été témoin d'une série d'attaques menées par Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) à partir de 2003. Bien que la plupart des attaques soient dirigées contre les Occidentaux plutôt que le régime, elles ont affaibli la confiance dans la capacité de l'État saoudien à protéger les installations pétrolières et à maintenir l'approvisionnement en pétrole. Pourtant l'espace opérationnel de l'AQPA en Arabie saoudite a été considérablement réduit, l'Arabie saoudite demeure vulnérable à l'activisme djihadiste mondial qui menace non seulement la stabilité intérieure, mais aussi la sécurité de ses routes maritimes.

Outre l'utilisation de l'Islam et la cooptation des autorités religieuses, la légitimité du régime saoudien est basée sur la garantie de bien-être économique de sa population et le fournissement de l'aide sociale, rendue possible grâce aux ressources en hydrocarbures. Ce contrat social tacite a assuré l'approbation politique à l'entretien du régime et a permis d'esquiver les grands appels de la population majoritaire sunnite à la réforme politique. Les revenus énormes des hydrocarbures ont renforcé la création d'emplois dans le secteur public pour la plupart des citoyens, ainsi que les services publics, le carburant et les produits alimentaires subventionnés, aussi la fourniture du logement. Cependant, la baisse des revenus provenant des exportations de pétrole, ainsi



que la production d'huile de schiste, menacent de diminuer le rôle de l'État dans l'allocation des prestations.

La politique saoudienne de sécurité régionale a visé à maintenir la stabilité intérieure face à des défis idéologiques transnationaux menaçant la légitimité du régime et la stabilité politique intérieure, ainsi qu'aux menaces militaires des puissances régionales rivales. Le maintien du statu quo national dans le contexte régional actuel est une tâche colossale. Les répercussions des soulèvements arabes ont le potentiel de déstabiliser le royaume sur le plan interne, à la fois en raison de l'agitation chiite et la montée de l'islam politique. Elles ont aussi considérablement affaibli l'allié régional traditionnel de l'Arabie Saoudite, l'Égypte.

L'impact des soulèvements arabes

Les soulèvements arabes ont encouragé la communauté chiite saoudienne. Les affrontements entre les forces de sécurité saoudiennes et les chiites ont eu lieu depuis 2011. Le soulèvement de la communauté chiite majoritaire à Bahreïn, pays voisin, et l'intervention militaire saoudienne visant à la réprimer, a déclenché des troubles chiites saoudiennes. L'activisme sunnite a eu lieu à un niveau beaucoup plus faible, et les des deux communautés ne se sont pas encore

mobilisées autour d'un programme commun. Le régime a tenté d'éviter de nombreux appels à la réforme politique en augmentant les salaires des employés du gouvernement et les allocations de chômage, en introduisant de nouvelles règles pour faciliter l'accès aux prêts hypothécaires, et en dévoilement des plans pour construire de nouvelles maisons. Inspiré par l'Iran, le gouvernement a également réagi en traitant les troubles comme une menace pour la sécurité plutôt que question politique, en consacrant plus de ressources aux forces de sécurité et en adoptant une loi anti-terrorisme qui criminalise la dissidence.

En général, le rôle de l'Iran dans la région est vu en termes sectaires. Téhéran est également perçue comme ayant été à l'origine du soulèvement chiite à Bahreïn et de l'insurrection des Houthis au Yémen, en contribuant activement à la survie du régime Alaouite en Syrie, en encourageant le sectarisme par le gouvernement dirigé par les chiites en Irak, et en déstabilisant le Liban en raison de l'implication du Hezbollah dans la guerre civile syrienne. Dans ce dernier cas, Riyad voit une occasion historique de réduire l'influence de l'Iran dans la région. Un nouveau gouvernement sunnite successeur au régime Assad émuiserait considérablement l'influence iranienne en

éliminant un allié dans la région et affaiblirait le Hezbollah, d'où le soutien à l'opposition en Syrie, qui a même conduit Riyad à soutenir des groupes rebelles de djihadistes mondiales dans l'espoir d'affaiblir la position de l'armée syrienne sur le terrain. Dans un effort qui vise à affaiblir le Hezbollah, l'Arabie saoudite a récemment accordé au gouvernement libanais \$3 milliards pour l'achat d'armes françaises.

En plus de tenter de contenir l'agitation principalement chiite et de diminuer l'influence régionale de l'Iran, l'Arabie saoudite a aussi l'intention de prévenir la variante des Frères musulmans de l'Islam politique, qui accepte la politique électorale, de rallumer le mouvement islamiste réformiste à l'intérieur. Riyad a pris une position ferme contre les Frères musulmans comme en témoigne son soutien au gouvernement militaire en Egypte et la classification récente du gouvernement de l'Arabie des Frères musulmans égyptiens comme une organisation terroriste. Pour contrer les partis ainsi que les mouvements des Frères musulmans, les Saoudiens auraient aussi

La frustration avec l'allié principale de l'Arabie saoudite est de plus en plus palpable.

soutenu les groupes salafistes et les réseaux sociaux à travers des canaux non officiels. Les revenus des hydrocarbures ont permis au pays de maintenir ses stratégies d'endiguement et de cooptation. Toutefois, la durabilité d'une telle largesse est discutable.

Calculs nucléaires

La sécurité énergétique et économique de l'Arabie saoudite dépend de la diversification de sa consommation d'énergie nationale visant à réduire la dépendance des combustibles fossiles. Le pays est confronté à une forte hausse de la demande d'énergie entraînée par l'accroissement rapide de la population, un secteur industriel en pleine croissance dirigée par la production pétrochimique, la forte demande pour la climatisation, le dessalement de l'eau à forte intensité d'énergie, et les tarifs d'électricité fortement subventionnés. Le royaume cherche ainsi à diversifier sa palette énergétique afin d'allouer plus de pétrole pour l'exportation. Pour parvenir à cette fin, l'Arabie saoudite a établi un programme nucléaire civil en 2006. Le Royaume projette de construire 16 réacteurs nucléaires au cours des 20 prochaines années, avec le premier qui devrait entrer en service en 2022. Afin

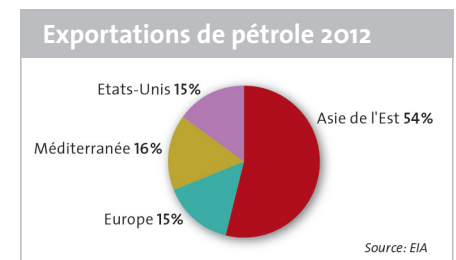
de développer davantage ses capacités de production de l'énergie nucléaire, l'Arabie Saoudite a signé des accords de coopération nucléaire avec un certain nombre de pays, y compris la Jordanie, la Chine, la Corée du sud, la France et l'Argentine.

Bien que l'Arabie saoudite ait des raisons au niveau de l'économie et de la sécurité énergétique pour établir un programme nucléaire civil, le Royaume peut avoir d'autres raisons stratégiques de faire ainsi. Les préoccupations relatives au programme nucléaire iranien suscitent parmi des saoudiens des discussions concernant la possibilité d'acquérir des armes nucléaires. L'inquiétude à Riyad est que les États-Unis ne prennent pas la question nucléaire iranienne suffisamment au sérieux et, en fin de compte, seront incapables de contenir les ambitions iraniennes dans la région. L'Arabie saoudite ne possède pas, dans l'état actuel, les ressources matérielles et scientifiques nécessaires pour développer ses propres armes nucléaires. Néanmoins, il a été dit qu'il pourrait obtenir une force de dissuasion nucléaire immédiatement disponible du Pakistan dont le programme des armes nucléaires a, on le dit, reçu le soutien financier saoudien, tout en œuvrant pour développer une capacité indépendante à long terme. Bien que l'Arabie saoudite

est partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et a signé un accord de garanties avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en 2009, les inspections de l'AIEA ne sont pas possibles étant donné que l'Arabie saoudite n'a pas encore modifié son Protocole relatif aux petites quantités de matières, établi par l'AIEA en 1974 pour exempter de tout contrôle les pays qui ont peu ou pas d'activités nucléaires. Les calculs nucléaires de l'Arabie Saoudite sont influencés non seulement par le potentiel d'un Iran doté d'armes nucléaires, mais aussi par la perspective d'affaiblissement de la capacité des États-Unis à garantir la sécurité suite à un «pivot» américain vers l'Asie.

Les relations américano-saoudiennes

La frustration avec l'allié principale de l'Arabie saoudite est de plus en plus palpable. Riyad estime que l'engagement des États-Unis dans la région MENA met de plus en plus la sécurité régionale en péril, avec des implications pour la stabilité intérieure saoudienne. Néanmoins, comme l'on indiqué les propos publics de mécontentement, deux questions ont particulièrement troublé le régime saoudien. La première



question est le rapprochement apparent entre les États-Unis et l'Iran, ce dernier considéré comme un régime hostile et un rival historique. Les Saoudiens craignent que les États-Unis permettent d'une manière implicite l'hégémonie iranienne en Irak, en Syrie, au Liban et dans le Golfe contre un accord permanent sur la question nucléaire iranienne. Le fait que l'Arabie saoudite est exclue des pourparlers des P5+1 sur le nucléaire iranien est perçu comme une confirmation de ces craintes.

La deuxième question majeure qui acidifie les relations américano-saoudiennes est l'approche des États-Unis en ce qui concerne la guerre civile en Syrie. Le manque de volonté de la part des États-Unis pour imposer une «ligne rouge» par rapport à l'utilisation d'armes chimiques contre des civils en août 2013 a été interprété à Riyad comme ayant porté un coup potentiellement fatal aux efforts saoudiens qui visaient à soutenir les forces anti-Assad, ainsi que le signe d'une entente américano-iranienne relative à la question nucléaire. De même, la réticence des États-Unis à armer les rebelles syriens est considérée comme ayant permis aux forces du régime d'Assad de gagner du terrain. Frustré par la position des États-Unis, Riyad désire fournir des rebelles avec des missiles anti-aériens – un point sur lequel il est toujours en désaccord avec Washington.

Riyad a également été consterné par l'abandon de l'administration d'Obama de Hosni Moubarak et de son soutien au gouvernement de Mohamed Morsi. Les Saoudiens sont aussi très critiques de la position américaine vis-à-vis de l'armée égyptienne, qu'ils considèrent comme un rempart contre les Frères musulmans et les groupes djihadistes dans le Sinaï. Tous les deux sont perçus comme une menace à la stabilité régionale, avec les conséquences potentielles pour le Royaume. L'offre de l'Arabie saoudite pour financer un ensemble d'armes que l'Égypte cherche à acheter de la Russie pour compenser la proportion de l'aide mi-

litaire suspendue par les États-Unis est un autre exemple de la détermination de l'Arabie saoudite à prendre une position plus indépendante dans les affaires régionales.

Malgré la tension dans les relations américano-saoudiennes, les bases du partenariat «le pétrole pour la sécurité» demeurent en grande partie intactes. Avec l'augmentation de la production nationale du gaz de schiste aux États-Unis, l'Arabie va probablement renforcer ses relations avec d'autres pays importateurs de pétrole comme la Chine. Déjà, 54 pour cent des exportations saoudiennes de pétrole brut étaient destinés à l'Asie de l'Est en 2012, contre 15 pour cent aux États-Unis. Toutefois, la Chine est loin d'être disposée ou en mesure de remplacer le parapluie de sécurité des États-Unis, ce qui suggère que Riyad continuera à voir et avoir les États-Unis comme principal partenaire en matière de sécurité pendant un certain temps à venir.

Evolution future de l'Arabie saoudite

Les défis internes de l'Arabie saoudite vont croître. Les soulèvements ont jusqu'à présent été en grande partie liés à l'activisme chiite saoudien, et ont été contenus principalement par des mesures répressives. Cependant, la traction des plus grands appels pour la réforme politique pourrait augmenter comme la capacité de l'Etat à maintenir le compact social devient de plus en plus

Actuellement, l'Arabie saoudite est le quatrième plus grand dépensier militaire du monde.

difficile. Face à l'augmentation des contraintes budgétaires à cause de la diminution des revenus des hydrocarbures, les réformes économiques et éventuellement les réformes politiques sont devenues inévitables. Quoique, gérer des réformes sans générer les contrecoups de l'establishment religieux wahhabite reste un défi.

Un engagement plus rigoureux dans la région n'est pas sans prix. L'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) a récemment rapporté que

L'Arabie saoudite et la Suisse

L'Arabie saoudite est actuellement le **deuxième partenaire** commercial de la Suisse au Moyen-Orient après les Emirats arabes unis. L'Arabie saoudite et la Suisse ont cherché à améliorer les conditions de leurs relations économiques au cours des dernières années par la conclusion d'un accord bilatéral sur la promotion et la protection des investissements qui est entré en vigueur en 2008. Dans le cadre de l'AELE, la Suisse a également signé un **accord de libre-échange** avec les pays du GCC, y compris l'Arabie saoudite, en 2009, qui attend la ratification. Les deux pays sont également en pourparlers pour intensifier la coopération dans les domaines de l'énergie, de l'eau et des transports, la diversification des sources d'énergie et l'efficacité énergétique étant d'intérêt particulier.

La Suisse n'exporte pas actuellement de **matériels de guerre** en Arabie saoudite, à l'exception des pièces de rechange et de munitions pour des exportations plus anciennes. Conformément à la législation adoptée en 2008, les exportations d'armes vers des pays où les violations graves et systématiques des droits de l'homme se produisent ont été interdites. Toutefois, le Parlement suisse a demandé au gouvernement d'**assouplir les restrictions** visant des décisions sur une base de cas par cas pour accorder des licences d'exportation.

l'Arabie saoudite est devenue à l'heure actuelle le quatrième plus grand dépensier militaire du monde. Les dépenses allouées à l'armée ont vu une augmentation de 14 pour cent entre 2012 et 2013, atteignant \$67 milliards. Outre la fourniture des forces de sécurité robustes et fidèles pour maîtriser les manifestations de grande envergure qui pourraient avoir des conséquences pour l'élite au pouvoir, l'augmentation des dépenses peut aussi être liée à des préoccupations relatives au sujet de l'Iran.

En outre, comme l'intervention à Bahreïn l'a bien démontré, les politiques régionales de Riyad comportent des risques supplémentaires pour la stabilité intérieure. Le soutien des Saoudiens pour les groupes salafistes comme un moyen de lutte contre les Frères musulmans peut également se retourner contre eux, car certains d'entre eux peuvent avoir des liens avec Al-Qaïda, qui pourrait contribuer à l'instabilité intérieure saoudienne. Le soutien de l'Arabie saoudite pour les groupes de rebelles extrémistes en Syrie suscite déjà des préoccupations. Les saoudiens sont les commandants supérieurs dans le groupe rebelle syrien, Jabhat al-Nusra, qui est affilié à Al-Qaïda. La crainte est que ces combattants pourraient revenir pour continuer la lutte en Arabie saoudite, comme ce fut le cas après la guerre du Golfe en 1990-1.

Dans le cas où la Syrie s'avère ne pas être le changeur de jeu que Riyad espère et l'isolement de l'Iran est de plus en plus réduit, l'Arabie saoudite peut trouver du mal à prévenir l'augmentation de l'influence régionale de l'Iran. Si les pourparlers des P5+1, concernant le nucléaire iranien, ne concluent aucun accord permanent ou se terminent par la conclusion d'un accord faible qui pourrait donner la possibilité de développer une capacité d'armes nucléaires, l'Arabie saoudite pourrait devenir, dans ce cas, un risque de prolifération des armes nucléaires, et les inspections de l'AIEA pourraient se révéler difficiles.

Certes, le rôle de l'Arabie saoudite dans l'assurance des provisions pétrolières mondiales et son adhésion au G20 continuent à faire du Royaume un partenaire clé. Cependant, ses efforts pour soutenir le statu quo aux niveaux national et régional pourraient rendre le Royaume un pays plus volatile, souvent en désaccord avec ses partenaires occidentaux sur la façon d'aborder les défis de sécurité nationaux et régionaux.

Dr **Lisa Watanabe** est Senior Researcher dans l'équipe du think tank «Swiss and Euro-Atlantic Security» au Centre d'études de sécurité (CSS) à l'ETH Zurich et auteur entre autres de *Critical Turning Points in the Middle East, 1915–2015* (Palgrave Macmillan 2011).

Les analyses de politique de sécurité du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH Zurich. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais. Le CSS est un centre de compétences en matière de politique de sécurité suisse et internationale.

Editeurs: Christian Nünlist et Matthias Bieri
Traduction: Radhia Gasmi; Relecture: Lisa Watanabe
Layout et graphiques: Miriam Dahinden
ISSN: 2296-0228

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Téléchargement et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

La réforme militaire russe: progrès et difficultés No 152
Double usage: la question de l'enrichissement de l'uranium No 151
Le Kosovo entre stagnation et mutation No 150
La politique étrangère allemande en 2014 No 149
Tensions interreligieuses en Asie du Sud et du Sud-Est No 148
L'accord de libre-échange entre la Chine et la Suisse No 147